

Le monde doit mettre fin à la violence à l'égard des femmes

Déclaration du Dr. Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif de l'UNFPA, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

25 novembre 2015

Une femme sur trois dans le monde a subi des violences physiques ou sexuelles, le plus souvent infligées par son partenaire.

Dans la plupart des pays, moins de quatre rescapées de ces violences sur 10 recherchent de l'aide.

La violence à l'égard des femmes et des filles revêt diverses formes: violence familiale et sexuelle, traite des humains et pratiques nuisibles, telles que le mariage d'enfants forcé, l'infanticide sexiste et la mutilation génitale féminine.

Dans le monde entier, plus de 140 millions de filles et de femmes ont subi une forme quelconque de mutilation génitale féminine. Dans les pays en développement, une fille sur trois est mariée avant d'atteindre 18 ans, et une sur neuf avant d'atteindre 15 ans.

La violence prive les femmes et les filles de leurs droits fondamentaux à la santé, à l'éducation et à la participation aux affaires de leurs communautés et nations. Les effets de la violence sur la santé sont immenses — depuis les grossesses forcées jusqu'aux avortements non médicalisés et forcés, aux lésions et traumatismes qui durent toute la vie; en outre, les rescapées mènent souvent une existence assombrie par la peur et la stigmatisation.

La communauté internationale est sur le point d'entamer un voyage de 15 ans vers un développement équitable, inclusif et durable. Pour que les nouveaux Objectifs de développement durable des Nations Unies aient un impact authentique et positif, il faut prendre des mesures afin de briser le cycle de la violence à l'égard des femmes, qui dénie à des millions de femmes et de filles leurs droits fondamentaux et leur capacité de contribuer au progrès économique et social de leurs nations.

Mettre fin à la violence à l'égard des femmes doit être une priorité pour tout être humain. Ce n'est pas seulement un problème de femmes; cela touche chacun de nous. Aussi longtemps que la dignité et le bien-être de la moitié de l'humanité sont en danger, la paix, la sécurité et le développement durable resteront hors de portée.

L'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population, travaille à [prévenir la violence basée sur le genre et y répondre](#) dans 135 pays, dont 43 sont affectés par des crises qui exacerbent la vulnérabilité des femmes et des filles.

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'UNFPA renouvelle son engagement de protéger la santé et les droits des femmes et des filles.

Agissant de concert avec l'ONU et d'autres partenaires, nous avons élaboré des normes mondiales concernant les services essentiels destinés aux femmes et aux filles exposées à la violence, ainsi que des directives techniques détaillées pour aider les pays à les appliquer.

Nous continuons à agir avec les hommes, les garçons et les dirigeants communautaires dans des pays du monde entier afin de changer les attitudes discriminatoires et les normes sociales qui rendent possible la persistance de ces mauvais traitements.

L'UNFPA prend actuellement des mesures pour prévenir et répondre à la violence à l'égard des femmes et des filles avant, pendant et après un conflit, en temps de paix, et comme [partie intégrante d'une action humanitaire efficace](#).

Le mois prochain, à une rencontre mondiale organisée par l'UNFPA et ONU-Femmes à Istanbul, la communauté internationale examinera les progrès accomplis au cours des 20 dernières années pour tracer la voie à suivre.

Avec les nouveaux objectifs mondiaux, nous avons la responsabilité collective de mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles et nous avons une date limite pour atteindre cet objectif: 2030. Nous devons absolument faire davantage, nous tous, et ne laisser personne en arrière.

Chaque femme et chaque fille a le droit de vivre à l'abri de la discrimination et de la violence basées sur le genre.

C'est un impératif non seulement pour la dignité, les droits fondamentaux et le bien-être des femmes et des filles, mais pour notre humanité commune et notre avenir commun.